Cahier de doléances du Tiers État de Bermericourt (Marne)

Cahier des Plaintes et Doléances de la Communauté de Bermericourt, près de Reims.

Remontrances, plaintes et doléances qu'ont l'honneur de faire à sa Majesté les maire, syndic et habitans de la communauté de Bermericourt.

Le présent cahier rédigé par les commissaires soussignés, élus en l'assemblée générale de la ditte communauté tenue audit lieu le 8 Mars 1789.

1. Gémissant sous le poids énorme de la taille, de la capitation et de ses accessoires, de l'imposition représentative de la corvée, accablés par cette multitude d'impôts, le premier vœu de cette communauté est d'obtenir un adoucissement à tous ces maux.
2. Elle demande que tous les citoyens de tout ordre, de tout rang et dignité supportent proportionnellement à leurs biens et facultés, la totalité des charges, impôts et contributions de toute nature et que tous privilèges relatifs à ces objets soient abolis à jamais.
3. Que l'habitant de la campagne surchargé et embarrassé pour sa subsistance, ne peut élever qu'avec peine sa famille et voit avec douleur qu'il est forcé de laisser ses enfans privés de toute éducation, ne pouvant à peine leur donner un morceau de pain, il ne peut élever, ni se procurer le nombre de bestiaux nécessaires pour l'engrais de ses terres, surtout dans un pays où le sol est frappé de stérilité et ne produit qu'à force d'amendement.
4. Il est à observer que la province de Champagne est une des provinces du royaume la plus surchargée.
5. Les biens du clergé sont immenses et la distribution trop inégale, les seuls qui sont encore utiles à l'église, n'y ont presque point de part, que ce que c'est qu'une misérable portion congrue, voilà cependant le sort du plus grand nombre des curés, il serait important que l'on leur accordât une somme par an, capable de les faire vivre honnêtement.
6. Que l'administration de tous les sacrements, baptêmes, mariages et enterrements, soit donnée gratuitement, n'est-il pas malheureux pour un père de famille de voir enlever sa compagne, sans qu'il soit obligé de se dépouiller du peu qu'il lui reste pour satisfaire aux frais funéraires d'une épouse qui lui laisse pour tout bien une quantité d'individus manquant de pain et communément d'habits pour se couvrir, premiers objets sur lesquels les députés aux États-généraux doivent insister.
7. Qu'il soit défendu aux curés de faire location des dixmes et autres biens qui ne doivent appartenir qu'aux cultivateurs pour leur faire des nourissons et élever des bestiaux, ces locations surchargent en même tems les habitants des deniers royaux dûs sur lesdites exploitations, quand elles sont régies par les curés qui sont exempts de toutes impositions royales.
8. Qu'il y ait suppression générale des gabelles et aydes, ou au moins les rendre supportables, peut-on exprimer une demande plus juste que de soulager un vigneron qui est déjà accablé par nombre de faux-frais, sans qu'il soit forcé de payer des énormes sur les déboursés de ses propres deniers, par l'achat des poinçons pour loger son vin sur lesquels on perçoit indistinctement. Il est inouï qu'on force à acheter du sel à un malheureux qui n'a point de pain. La communauté de Bermericourt, désireroit que les privilèges de cette multitude de commenceaux soit restreints, c'est une nouvelle charge et très pesante pour les campagnes qui doivent se répartir leur part de contributions.
9. Les droits seigneuriaux de la ditte communauté sont si proibitans, c'est qui accable les habitans de la ditte communauté, il lui a encore des droits, ventes dans la dite communauté qui sont de huit livres cinq sols par cent. C'est qui aoccasionne des très grands frais.
10. Que les communautés fussent mises à l'abri des vexations et de l'abus des contraintes des receveurs des tailles et que les derniers arrêts de conseils pour les réprimer fussent rigoureusement observés et maintenus.

11. Que les États provinciaux soient accordés à la province de Champagne et que les municipalités soient conservées et maintenues avec le degré de consistance et de force nécessaire pour opérer le bien et empêcher le mal.
12. Qu'à l'égard de la régénération du royaume, la communauté de Bermericourt se réunit à la Nation pour demander le plus grand ordre dans les finances, et empêcher le retour des désordres qui si sont glissés et qui font aujourd'hui le malheur de la France.
13. Que les dépenses soient fixées irrévocablement dans chaque département et que les ministres qui les outrepasseront, en soient responsables à la Nation.
14. Que les nouvelles réformes et les nouveaux sacrifices que le roy a eu la bonté d'annoncer vouloir encore faire dans sa maison et dans les différents départements soient arrêtés.
15. Que les appanages des princes soient fixés d'une manière également conforme à leur dignité et aux besoins de l'État.
16. Que l'impôt nécessaire soit arrêté et fixé en la manière la moins onéreuse à tous les citoyens et pour un tems limité.
17. Que l'honneur, la vie, la liberté et les propriétés soient assurés de la manière la plus inébranlable, que l'abus de la cumulation des bénéfices sur une seule tête soit également réprimé.
18. Que le contrôle soit supprimé ou du moins modéré à un prix modique pour ne pas forcer les acquéreurs à faire un calcul des frais énormes attachés à ce droit qui est toujours fait au préjudice des malheureux qui sont forcés de se désaisir de leur bien.
19. Que l'exportation des biens hors du royaume soit abolie, fléau qui désole tout le pays d'une province aussy peu fertile en grains, denrée de première nécessité.
20. Que la justice soit donnée au pauvre peuple gratuitement ou au moins le dispenser d'être transféré à deux ou trois juridictions par appel, qu'il soit jugé présidiallement en premier et dernier ressort jusqu'à concurrence de 3000 l. et qu'il y ait un règlement qu'il soient à la connaissance du public, pour les frais de procédure et empêcher par là le rapillage des sangsues que ne vivent du plus pur sang du peuple.
21. Que les huissiers-priseurs soient supprimés, nouveaux frais à établir depuis peu et ruinant entièrement les successions qui tombent entre leurs mains, il faut dire toutes, puisque aucun ne leur échappe.
22. Que la levée des vins, trop bû, soit supprimée, imposition qui fait un désordre énorme, peut-on voir de pareilles vexations sans révolter la nature même, un laboureur, un ouvrier forcé de payer un triple droit sous la boisson qu'il a consommée pour cultiver son bien ou pour en faire la récolte.
23. Que le droit de chasse envahi par les seigneurs soit aboli, rien de plus cruel que de voir consommer son bien par le gibier qu'il plaît auxdits Seigneurs de conserver sans qu'il soit permis aux propriétaires de le défendre, dégât qui n'est jamais restitué, quoique visite et procès- verbaux faits en conséquence.
24. Que la milice sous le nom de levée des soldats provinciaux soit abolie, ou qu'en pareille cas toutes , personnes indistinctement y soient assujetties ; est-il juste qu'un domestique d'ecclésiastique, de noble, et de privilégié soit exempt au préjudice d'une veuve qui se voit enlever un fils qui est le seul soutien de son labour, ces sortes d'exemption étant supprimées, nous ne verrons plus nos communautés dépeuplées d'hommes fait pour l'agriculture, et qui vont se corrompre dans la ville pour occuper des places de domestiques chez des privilégiés pour s'exempter du tirage de la milice et souvent reviennent dans leur pays huit jours après le tirage.
25. Cette manière de levée des soldats nuit considérablement à la campagne, elle la charge en outre d'une seconde taille pour les frais de conventions de démarche et tems perdus pour se transporter au lieu du tirage.
26. Qu'il soit établi des écoles chrétiennes gratuites, pour l'instruction de la jeunesse, comme dans les villes au moins on ne verrait plus les malheureux ignorer les principes de leur religion et rester jusqu'à l'âge de 15 à 16 ans pour être en état de faire leur première communion faute d'instruction.
27. Que le droit de stellage perçu dans les villes et bourgs, sur les marchés, ou il faut que les cultivateurs

conduisent leur grain soit supprimé, droit onéreux au compagne et qui empêche le laboureur d'y conduire ses grains, parce qu'il s'en voit prendre la dixième partie sur lesdits marchés.

28. Des États provinciaux tellement organisés et liés avec les municipalités qu'il y ait constamment une action et réaction toujours active entre les deux assemblées de façon que le plus grand ouvrage en résulte pour chaque communauté et que tous les abus soient prévenus.

29. Ces États seront composés de membres élus et remplacés par les municipalités réunies en districts et on changerait la moitié des membres chaque année.

30. La communauté de Bermericourt désirant que le grand bien de la Restauration du Royaume s'opère et voulant éviter tout genre de division s'en rapporte à la décision du Roy sur la vote par tête ou par ordre.

Fait et arrêté par la communauté de Bermericourt, le quinze mars mil-sept-cent-quatre-vingt-neuf, fin et issue de la messe paroissiale et dans le lieu ordinaire de ses assemblées, en foi de quoi, nous avons signés.